

Alerte, l'océan coule !

Vice-première ministre de Suède, Isabella Lövin invite les autres nations à protéger l'océan pour éviter une catastrophe humanitaire mondiale

Par ISABELLA LÖVIN

La surpêche et le changement climatique menacent une source de nourriture d'importance vitale pour plus d'un milliard de personnes. Ils sont les principaux facteurs de détérioration du plus grand écosystème du monde : l'océan. Celui-ci offre pourtant une source d'oxygène et de régulation du climat à l'ensemble de notre planète, sans compter les emplois et les revenus qu'il génère pour des centaines de millions de personnes.

Si nous ne prenons pas des mesures urgentes pour restaurer et protéger nos océans, nous devons bientôt faire face à une catastrophe sans précédent pour l'humanité. Nous pouvons corriger ces problèmes. L'océan est parfaitement capable de se reconstituer, et il existe des méthodes éprouvées pour que nous l'y aidions.

Nous devons nous engager plus fermement à inverser le déclin de l'océan et nous devons admettre la gravité de la situation. Comme le rappelle la Journée mondiale de l'océan, chaque 8 juin, l'océan doit être placé au cœur des priorités politiques mondiales, parce qu'il a un rôle déterminant à jouer pour nous permettre de surmonter quelques-uns de nos problèmes les plus pressants, au premier rang desquels la lutte contre le changement climatique et la production durable de nourriture en quantité suffisante pour 10 milliards de personnes d'ici le milieu du siècle. Le sauvetage de l'océan est la clé de la survie humaine.

Nous avons déjà un plan, que la communauté internationale a approuvé et qui définit les modalités de restauration et de protection de nos océans. En 2015, les dirigeants du monde entier ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, assorti

de 17 objectifs généraux. L'objectif de développement durable n° 14, « Vie aquatique », et ses dix cibles précisent ce qui doit être fait pour améliorer l'état de l'océan. Nous avons également l'accord de Paris, par lequel les pays s'engagent à réduire leurs émissions de CO₂ et à contenir la hausse de la température mondiale bien en dessous de 2 °C, ainsi que les 1400 engagements volontaires pris lors de la toute première conférence de l'ONU sur l'océan, organisée par la Suède et les îles Fidji en 2017.

Mais ce que nous n'avons pas, c'est du temps. Je demande instamment aux dirigeants du monde entier de trouver et d'exercer au plus vite la volonté politique d'atteindre ces objectifs, d'investir dans des solutions pour l'océan, et d'encourager les entreprises et d'autres acteurs à participer à ce mouvement. L'océan figurait à l'ordre du jour du G7 qui s'est réuni cette semaine au Canada.

REDÉCOUVRIR LE « CARBONE BLEU »

Si nous agissons dans quatre grands domaines, nous serons déjà en bonne voie pour y parvenir.

Tout d'abord, nous devons nous concentrer sur la pêche. L'ONU estime que les poissons constituent 20 % des apports en protéines animales d'environ 3 milliards de personnes – ce pourcentage approchant les 100 % dans de

LA LUTTE CONTRE LE DÉCLIN DE L'OCÉAN ET CELLE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE VONT DE PAIR

nombreuses îles et régions côtières – et qu'environ une personne sur dix dépend de la pêche ou de l'aquaculture comme source de revenu. Les petites pêcheries représentent 90 % de tous les emplois halieutiques dans les pays en développement. Mais des décennies de surpêche, de pratiques de pêche non durables et de pêche illicite ont exercé des pressions extrêmes sur cette ressource vitale.

Le pays hôte du G7 de cette année, le Canada, ne sait que trop bien à quel point le résultat peut être dévastateur. Il a lui-même souffert de la disparition totale de sa pêcherie de cabillaud sur les Grands Bancs de Terre-Neuve, ce qui a entraîné la perte de dizaines de milliers d'emplois. Imaginez un scénario similaire dans un pays en développement vulnérable. Les résultats seraient calamiteux : malnutrition généralisée, chômage, insécurité et migrations forcées. Les signes annonciateurs sont déjà là, exacerbés par le réchauffement des mers qui pousse certains stocks de poissons à migrer hors de portée des pêcheurs locaux.

Que pouvons-nous donc faire ? Concrètement, nous devons mettre en œuvre des accords internationaux destinés à lutter contre la pêche « illicite, non déclarée et non réglementée » (INN). Les mesures qui sont du ressort de l'Etat du port d'attache des navires qui se livrent à une pêche INN visent à les empêcher d'utiliser les ports et de débarquer leurs prises. Nous devons exploiter et partager les technologies les plus récentes de surveillance et de suivi pour traduire en justice les pêcheurs qui pratiquent des activités illégales et pour nous assurer que nos poissons sont pêchés dans une optique de durabilité. Il convient également d'impulser un nouvel élan au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour que ses membres prennent enfin la décision d'éliminer les subventions à la pêche qui ont des effets préjudiciables. Si les plus grandes puissances économiques de la planète appuient ces mesures de tout leur poids, y compris par des investissements, deux des principaux obstacles à une pêche durable pourraient être levés.

Ensuite, nous devons comprendre que la lutte contre le déclin de l'océan et celle contre le changement climatique vont de pair. Aujourd'hui, l'océan est notre meilleur allié dans la bataille pour réduire le changement climatique, parce qu'il absorbe plus de 93 % de

DES DÉCENNIES DE SURPÊCHE ET DE PÊCHE ILLICITE ONT EXERCÉ DES PRESSIONS EXTRÊMES SUR CETTE RESSOURCE VITALE

notre chaleur excédentaire et environ un quart de nos émissions de CO₂. Mais nous ne savons pas pour combien de temps encore l'océan sera capable de remplir cette fonction, car ses propriétés chimiques et physiques sont en train de changer radicalement sous l'effet de notre addiction aux énergies fossiles.

La solution se trouve dans une combinaison de réductions rapides et drastiques des émissions de CO₂ et dans la régénération des écosystèmes des zones humides côtières, qui séquestrent pratiquement 1 million de tonnes de CO₂ par jour. Ce « carbone bleu » a été largement oublié jusqu'ici. Pourtant, il offre un potentiel actuellement non exploité, mais considérable, si nous soutenons des systèmes qui favorisent sa conservation.

LE PLASTIQUE, C'EST DRAMATIQUE

Troisièmement, nous devons prendre des mesures à tous les niveaux pour mettre fin au déversement de plastique dans l'océan. Chaque année, 8 millions de tonnes de plastique finissent dans l'océan, soit l'équivalent d'un camion-poubelle qui se déchargerait en mer chaque minute. Les débris de plastique et les microplastiques traversent les frontières grâce aux courants océaniques. On les trouve partout, même sur les plages les plus isolées d'îles inhabitées, dans la glace arctique, dans les grands fonds marins et dans un très grand nombre d'organismes marins. Une meilleure gestion des déchets est plus que nécessaire, mais elle ne suffira pas.

Nous devons nous montrer plus intelligents en ce qui concerne le plastique, en adoptant un modèle d'économie plus circulaire. Nous devons réduire considérablement notre utilisation des objets en plastique à usage unique, et nous devons éliminer les microbilles présentes dans les cosmétiques et d'autres pro-

duits lorsqu'elles peuvent être remplacées par des alternatives non nocives.

Ma dernière recommandation relève à la fois de la pêche et du changement climatique. Il s'agit d'élargir le réseau mondial des aires marines protégées, tout d'abord en réalisant l'engagement du 14^e objectif de développement durable de l'ONU, protéger 10 % de l'océan d'ici 2020. Aujourd'hui, nous sommes à environ 7 % : un dernier gros effort pourrait nous donner matière à célébration en 2020, et aider l'océan à améliorer sa résilience au changement climatique, tout en donnant aux espèces marines l'espace suffisant pour se rétablir. Les négociations portant sur le développement d'un instrument international juridiquement contraignant relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones au-delà de toute juridiction nationale sont importantes à cet égard.

Je suis fière des engagements pris par la Suède en faveur d'un océan plus sain. Nous avons protégé 13 % de nos eaux nationales, et nous voulons aller plus loin. Avec nos partenaires européens, nous prônons des mesures strictes contre la pêche illicite et nous travaillons depuis des décennies à ramener nos stocks de poissons à des niveaux durables. De plus, nous avons interdit les microbilles dans les cosmétiques et notre objectif est de devenir un des premiers pays du monde à ne plus utiliser d'énergies fossiles.

Nous devons nous montrer solidaires pour sauver notre océan et investir dans son avenir. L'océan peut paraître immense, presque infini, mais avec sept milliards de personnes sur la planète, la part de chacun d'entre nous ne représente qu'un cinquième de kilomètre carré d'océan. Et cette part se réduit. Si nous n'agissons pas maintenant, l'effondrement des pêcheries et des écosystèmes marins déclencherà des catastrophes pour l'humanité dans le monde entier. Les populations vulnérables des zones côtières et des îles seront les premières à en souffrir, mais en fin de compte, nous aurons tous besoin d'un océan foisonnant pour ne pas sombrer. ■

J Isabella Lövin est vice-première ministre de Suède et coprésidente de l'association Friends of Ocean Action

Il n'y a pas de frein économique à l'amélioration du bien-être animal

Le lobby agroalimentaire a obtenu le rejet, dans la loi alimentaire, des mesures proposées par les défenseurs des animaux. Les pouvoirs publics creusent ainsi leur retard sur les évolutions de la société, pense le chercheur Nicolas Treich

Par NICOLAS TREICH

La loi « agriculture et alimentation », votée en première lecture à l'Assemblée, le 30 mai, a déçu les défenseurs des animaux. Les amendements sur l'interdiction des élevages hors sol de poules pondeuses, des lapins en cage, de la castration à vif des porcelets mâles ou du broyage des poussins vivants, ont été rejetés par nos députés. Cette loi est perçue comme une victoire du lobby agricole. Nous pouvons difficilement reprocher à un lobby d'être efficace, et de pénétrer les cercles politiques pour obtenir des lois favorables au secteur producteur. En revanche, nous pouvons reprocher à nos représentants politiques de ne pas avoir voté des mesures favorables aux animaux d'élevage, alors que celles-ci sont largement soutenues par la population.

Les organisations de producteurs avancent régulièrement que la plupart des consommateurs ne semblent pas prêts à payer pour des produits plus respectueux du bien-être animal. Les améliorations coûteuses des conditions d'élevage ne se justifieraient donc pas économiquement, et nuiraient au secteur. Un exemple illustre pourtant que

cet argument doit être nuancé. En 2008, en Californie, plus de 90 % des œufs vendus sur les marchés étaient issus de poules en batterie. Pourtant, cette année-là, un référendum sur une mesure – dite « proposition 2 » – interdisant ces cages a été voté par 63,5 % des Californiens. Ainsi, les décisions sur les marchés n'étaient que peu informatives sur le désir de la population californienne révélé par le vote. La mesure d'interdiction, effective en 2015, a généré une augmentation de prix de la douzaine d'œufs en Californie d'environ 65 centimes d'euro, un surcoût que la population a donc collectivement accepté de payer pour améliorer la situation des poules pondeuses.

Cet exemple étranger révèle aussi que l'information sur les conditions d'élevage, largement diffusée lors des débats sur le référendum, joue un rôle déterminant. A la suite de ces débats, la demande pour les œufs de poule en liberté a augmenté de 180 % en Californie. Pour que le consommateur puisse par ses décisions inciter l'industrie à adopter des pratiques plus vertueuses, il est nécessaire qu'il soit bien informé sur ces pratiques. Or, l'information sur les pratiques brutales mais pourtant routinières du secteur

(écornage, castration, époinçage, abattage sans étourdissement, etc.), l'âge des animaux lors de l'abattage, le taux de mortalité en élevage ou le niveau de confinement, est difficilement accessible. Le secteur producteur peut sans grandes entraves s'appuyer sur un marketing trompeur typiquement basé sur des termes ambigus, un oubli ou une euphémisation de la mort et de la souffrance, voire la présentation d'animaux heureux et évoluant en liberté dans des environnements bucoliques. Cette présentation ne correspond pas à la réalité des élevages intensifs concernant la très grande majorité des poules pondeuses, des poulets de chair, des porcs et des lapins en France.

L'amendement sur l'introduction de la vidéosurveillance dans les abattoirs n'a pas non plus été voté par nos députés. Ce rejet est emblématique puisque les débats actuels sont probablement en

POUR QUE LE CONSOMMATEUR PUISSE INCITER L'INDUSTRIE À ADOPTER DES PRATIQUES PLUS VERTUEUSES, IL EST NÉCESSAIRE QU'IL SOIT BIEN INFORMÉ

partie la conséquence de la diffusion des vidéos clandestines de l'association L214 dans les élevages intensifs et les abattoirs français. Cet amendement paraissait pourtant peu ambitieux puisqu'il ne concernait que les abattoirs, et donnait accès au visionnage des vidéos aux vétérinaires, mais pas au public ou aux associations. Si le secteur producteur n'avait rien à cacher, pourquoi refuserait-il plus de transparence et de contrôles externes ?

« CANNIBALISME ÉLARGI »

Les députés ont également voté contre la mise en place d'une alternative végétarienne dans les cantines. L'argument du coût de cette mesure apparaît peu convaincant. Pourquoi refuser à nos enfants la possibilité d'explorer d'autres types de nourriture ? Pourquoi ne pas encourager d'ores et déjà les générations futures à végétaliser leur alimentation ? A la lumière des études scientifiques, il est pourtant difficilement contestable qu'une majorité de Français consomment trop de viande et de produits laitiers. Les conséquences négatives de cette consommation sur la santé et l'environnement sont avérées et considérables. Et les conséquences sur les finances publiques françaises sont importantes, car le secteur de l'élevage est largement subventionné, à hauteur de plusieurs milliards d'euros chaque année.

L'anthropologue Claude Lévi-Strauss voyait dans la consommation de viande un « cannibalisme élargi ». Il prédisait son arrêt à terme pour des raisons morales. Même si un tel scénario apparaît

peu envisageable dans un futur proche, les Français se soucient de plus en plus de la condition animale, à l'image de l'essor des mouvements flexitariens, végétariens et végétariens. Internet contribue sûrement à ces évolutions en permettant la diffusion d'informations sur les produits animaux et de vidéos sur l'élevage autrement que par les canaux traditionnels souvent contrôlés par les intérêts économiques et politiques.

Un gouvernement moderne et efficace doit respecter la demande des citoyens. Il doit être transparent, évaluer de manière robuste et indépendante les impacts économiques, sanitaires et environnementaux de la régulation, s'opposer aux forces conservatrices poussées par les lobbys et le corporatisme ; enfin il doit anticiper les évolutions sociétales. Sur le bien-être animal, la loi française est en retard par rapport à celle des pays du nord de l'Europe. Le gouvernement actuel a souvent été salué pour son modernisme et son audace sur des dossiers politiques compliqués. Afin de ne pas inscrire son action à rebours de l'Histoire, ce gouvernement doit complètement réviser sa gestion du dossier « bien-être animal ». ■

J Nicolas Treich est chercheur à l'Institut national de recherche agronomique et à l'École d'économie de Toulouse